



Fermeture d'OSIRIS : risque sanitaire avéré

800.000 MALADES devront se passer de CERTAINS EXAMENS MEDICAUX

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA FNME-CGT DU 4 AOÛT 2014

Depuis avril 2014, les syndicats du CEA et la CGT en particulier ont régulièrement alerté les pouvoirs publics, les élus et la population sur les risques inhérents à un arrêt définitif -fin 2015- du réacteur de recherche OSIRIS du CEA Saclay (91). Ce réacteur permet de mener des recherches en lien avec la sûreté nucléaire. Il produit surtout directement ou indirectement, des radioéléments artificiels comme le technétium 99m, nécessaires au traitement de certaines maladies et indispensables à la **détection de certaines tumeurs cancéreuses et de certaines conséquences de maltraitance chez l'enfant**. Arrêter OSIRIS avant que le réacteur RJH, à Cadarache (13) puisse démarrer, vers 2020, pose un important problème de santé publique. En effet, OSIRIS est l'un des rares réacteurs au monde, à pouvoir produire des radioéléments à usage médical, alors même que les réacteurs existant ailleurs au niveau mondial, seront à l'arrêt définitif ou pour maintenance à partir de 2016. Le "**risque de pénurie inquiétant pour la santé publique**" en matière d'**examens médicaux**, pointé par l'Académie de Médecine, en février 2014, existe donc bel et bien.

Ce réacteur, le plus récent de sa génération maintenu dans un état exceptionnel de fonctionnement, pourrait continuer à apporter les services nécessaires au maintien des conditions de sûreté des réacteurs nucléaires de production d'électricité, les résultats nécessaires aux études de recherche et développement en cours, et bien sûr **la capacité de maintien d'un niveau nécessaire de production de radioéléments à usage médical**.

Malgré la mobilisation incessante du **personnel CEA d'OSIRIS et de la CGT** en particulier, l'annonce officielle de fermeture du réacteur était prévue, par le gouvernement, au plus tard en juin puis fin juillet 2014.

Le 31 juillet 2014, l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) émettait un avis défavorable au maintien en activité d'OSIRIS mais admettait une possibilité de maintien en exploitation entre 2016 et 2018, réservée à la seule production de radioéléments.

Cette solution de maintien minimum en exploitation, est économiquement insupportable par le CEA, déjà étranglé budgétairement et contraint à des réductions programmatiques fortes. Elle pousse le 1^{er} organisme de recherche français à assumer seul, l'**arrêt définitif d'OSIRIS pour des raisons économiques**. En positionnant incroyablement le CEA en tant que "lampiste" éventuel, le **Gouvernement et le Ministère de la Santé en particulier, se dédouanent de leurs responsabilités** vis à vis du risque sanitaire avéré d'impossibilité de détections de pathologies actuellement réalisées grâce au technétium 99m.

Cette situation est inacceptable. Le Gouvernement et le Ministère de la Santé en particulier ne peuvent pas dégager en touche plus longtemps. **Madame Marisol Touraine, Ministre de la Santé, doit assumer sa responsabilité envers la santé de 700 à 800.000 patients** qui, chaque année en France, bénéficient d'examens médicaux réalisés grâce à la production de radioéléments par OSIRIS. Cela impose de donner au CEA les moyens financiers indispensables à la prolongation de son fonctionnement.

Contact : Bertrand MONFORT 01.69.08.48.33 ou 01.69.08.56.53

Contacts Presse

Marie-Claire CAILLETAUD : 06 17 48 44 79

Laurent LANGLARD : 06 70 30 82 96

fnme@fnme-cgt.fr

263 rue de Paris - 93000 Montreuil

Tél.: 01.55.82.78.00

www.fnme-cgt.fr